

C'est ce qu'on appelle céder devant la pression populaire. Ou rétro-pédaler après une bonne gifle électorale. En faisant marche arrière sur le dossier sensible de l'intercommunalité, le gouvernement Fillon a (enfin) entendu les remarques formulées par les élus locaux. À savoir laisser du temps aux collectivités concernées, « sans contrainte de calendrier », et attendre « qu'une large majorité des élus se dégage en faveur du ou des projets de redécoupage ». En résumé, aucune fusion ne sera imposée aux communautés de communes et tout se fera de façon concertée. Fini le temps du passage en force, place à la démocratie participative. François Fillon qui fait du Ségolène Royal, ça laisse songeur !

Rétropédalage intercommunal

n'était pas resté (aussi longtemps) droit dans ses bottes. Et que certains préfets auraient pu prolonger leur bail de quelques mois, si la souplesse avait guidé l'esprit de cette fameuse réforme territoriale...

Fabien Surmonne.

SÉCURITÉ

nouveau directeur du service départemental d'incendie et de secours

Pompier en chef



Hier matin, à la caserne de Nancy-Tomblaine, le colonel Stéphane Beaudoux a donné son premier ordre officiel aux sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle. Photo Anthony PICORÉ

Garde-à-vous ! Hier matin, à la caserne de Nancy-Tomblaine, le colonel Stéphane Beaudoux a donné son premier ordre officiel aux sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle. Il a pris symboliquement ses fonctions de directeur du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis). Il succède à Jean-Philippe Venin, parti au ministère de l'Intérieur. Agé de 45 ans, cet ancien conseiller principal d'éducation, titulaire d'une maîtrise de droit public, a opéré un complet changement de carrière, l'amenant à passer le concours d'officier. Il a dirigé plusieurs groupements territoriaux avant de prendre la tête du Sdis du territoire de Belfort. « Venir à Nancy est une belle marche professionnelle », se réjouit ce

Stéphanois d'origine. Le Sdis de Meurthe-et-Moselle est plus important en effectif. « Dans notre milieu, il a une excellente réputation », ajoute le colonel Beaudoux. Cet ancien skieur de bon niveau a fait son service dans les chasseurs alpins, ce qui lui a valu la médaille de la Défense nationale. Il a aussi été récompensé par le ministère de l'Intérieur pour services exceptionnels, lorsqu'il a repris la gestion financière d'un corps. Enfin, il porte la fourragère : son corps avait participé dans la Loire à des opérations exceptionnelles de secours, lors d'un accident de train transportant des produits chimiques.

Ju. B.

MURMURES POLITIQUES

Les politiques et la Sovab

C'est ce que d'aucuns appellent un réflexe pavlovien. Dès qu'un conflit social se fait jour dans le Pays de Briey, les élus du territoire accourent pour signifier leur solidarité avec les grévistes. Ce fut le cas l'an dernier, lors du long conflit des employés de La Poste à Homécourt, ça l'a été de nouveau cette semaine à propos du mouvement mené à la Sovab de Batilly. Vendredi, nombre d'entre eux ont souhaité exprimer leur point de vue sur ce dossier. Que ce soit le député Jean-Yves Le Déaut, la sénatrice Evelyne Didier, les conseillers généraux Olivier Tritz, André Corzani et Jean-Pierre Minella ou encore plusieurs maires du secteur de Briey comme Guy Vattier, Jacky Zanardo, Rémi Vidili, Christian Lamorlette ou Christian Lombard. Christian Minary et le POI s'y sont mis aussi. Bref, c'est un front uni qui fait part de son inquiétude sur ce dossier et a appuyé « les légitimes revendications » des grévistes. Quand on voit une si belle unité, on se dit que ce serait quand même dommage qu'ils ne travaillent pas tous ensemble au sein d'une même communauté de communes !

Et le contribuable lunévillois il dit quoi ?

« Comment se fait-il que le Département augmente la taxe sur le foncier bâti alors que le maire de Lunéville n'a pas augmenté sa fiscalité ? », s'écrit un contribuable lunévillois dans un courrier à Michel Dinet, le président du conseil général. De fait, le foncier bâti est la seule taxe sur laquelle la collectivité a encore une influence. Michel Dinet se demande si le Département ne devrait pas arrêter de verser des aides à la Ville pour contribuer à un peu de transparence fiscale.

Les radicaux valoisens orphelins

L'annonce a fait l'effet d'une bombe dimanche dernier. Le retrait de Jean-Louis Borloo de la course aux présidentielles de 2012 a stupéfié nombre de ses soutiens qui voyaient en lui un leader charismatique au centre de l'échiquier politique. Avec d'éminents membres actifs au sein du Parti radical, tels André Rossinot (président d'honneur), Laurent Hénart (secrétaire général), l'annonce a fait grand bruit en Meurthe-et-Moselle. Également membre du parti, Henri Bégorre (maire de Maxéville) a appris la nouvelle sans véritable surprise : « Il ne décollait pas dans les sondages. À vrai dire, je m'y attendais un peu... » Pour autant, les candidats potentiels ne manquent pas au centre, ou à la gauche... de l'UMP.

Présidentielles : dans les coulisses

L'horaire de diffusion est tardif (23h10), mais le sujet vaut la peine de veiller un peu. Lundi soir sur France 3, Serge Moati a livré le premier épisode de son documentaire "Élysée 2012, la vraie campagne". Sa caméra filme et enregistre des dialogues croustillants des coulisses des différents partis politiques qui affûtent leur stratégie à moins de huit mois de l'échéance. Cette série documentaire de six épisodes emmènera les téléspectateurs jusqu'au second tour de l'élection présidentielle le 6 mai 2012. Un régal pour ceux qui ne veulent pas rater une miette de cette campagne pleine de rebondissements.

Branché, Christophe Caput !

Le maire socialiste de Dommary-Baroncourt, Christophe Caput, aime qu'on parle de lui. Et vu qu'il est branché nouvelles technologies, il se sert régulièrement des réseaux sociaux, à commencer par Facebook, pour créer le buzz sur Internet. Sur sa page perso, l'élu partage tout un tas d'infos politiques sur sa commune et sur le département de la Meuse. Prochaine étape : les conseils municipaux en direct sur le web ?

Rossinot et les primaires

« Les primaires ont permis au PS de maintenir un débat sur le fond intéressant. » L'exercice a même rappelé de vieux souvenirs au maire de Nancy André Rossinot. En 1988, avant la Présidentielle, il participait à un groupe de travail entre l'UDF et le RPR d'alors. « On avait convenu de l'intérêt, mais aussi de la non-faisabilité de la chose. Cela ne peut se faire que dans une grande formation politique. Et puis, imaginez qu'on lance des primaires à droite six mois ou un an avant, que resterait-il du crédit du président à l'international ? ».

« Je connais mon talent et mon âge »

Quand on demande à André Rossinot s'il se représentera aux prochaines municipales, il répond qu'il n'a rien décidé. « Je connais mon talent et mon âge. Je suis parfaitement lucide. Je m'exprimerai en temps utile. » Sans dire quand est ce temps utile. Avant ça, il compte tout mettre en œuvre pour que Laurent Hénart et Valérie Rosso-Debord conservent leur siège de député. Au passage, petit avertissement à Laurent Hénart, rallié à Borloo : « Si Laurent y allait alors que j'y vais aussi, ce serait le meilleur moyen de faire passer Nancy à gauche. » Et de lancer un troisième dans le jeu, François Pélassier, nouveau président de la CCI 54. « J'ai formé beaucoup de talents », conclut le maire. Tant de talents dans une seule ville, cela en deviendrait presque indécible !

« Ne soyez pas juxtafrontaliers »

Le sillon lorrain est un dada d'André Rossinot, le maire de Nancy. Au cours de son papotage avec la presse, jeudi, il a évoqué les bienfaits du sillon. D'un néologisme imagé, l'élu a étendu sa réflexion sur le transfrontalier à toute la région, par le biais du sillon : « Le transfrontalier n'est pas uniquement le juxtafrontalier, c'est toute la Lorraine qui doit s'engager. » Belgique et Luxembourg ? C'est « juxta » côté.

Sénatoriales : le soutien d'après

Lors de cette même rencontre, André Rossinot n'a pas non plus caché son plaisir de voir élu sénateur son conseiller municipal à Nancy, Jean-François Husson. Ce dernier a joué les dissidents de l'UMP. Le maire de Nancy a du coup taillé un joli short à Philippe Nachbar, leader de la liste officielle. « Il valait mieux jouer la diversité, glisse André Rossinot. Philippe Nachbar a aussi fait un très beau score. Mais la composition de sa liste n'était pas très représentative des territoires. » Le maire de Nancy n'a pas apprécié que l'agglomération soit oubliée au profit de la campagne. Cela manquait sans doute d'urbanité...

ENVIRONNEMENT

des associations tirent la sonnette d'alarme

CO2 stocké dans le sol : « Non au projet Ulcos »

Plusieurs associations environnementales tirent la sonnette d'alarme sur le projet Ulcos, porté par le géant de l'acier ArcelorMittal. Le stockage du CO2 issu des usines dans le sol lorrain fait peur.

Ulcos, cela signifie en anglais Ultra low CO2 steelmaking, ou « production d'acier à très basses émissions de CO2. »

Le projet Ulcos, porté par le géant mondial de l'acier ArcelorMittal, a pour objet de mener des recherches visant à trouver des formations souterraines naturelles aptes au stockage géologique du dioxyde de carbone produit par les usines du groupe. Le but : limiter les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Et ces dernières semaines, ils sont nombreux, les élus régionaux, nationaux ou encore les patrons d'entreprises, à avoir affiché leur soutien à cette idée, ce « seul et dernier espoir » pour la Lorraine, comme on a pu le lire ici ou là. Les menaces que fait peser la direction de l'entreprise sur la Lorraine (site de Florange) et le Luxembourg (Rodange et Schifflange) n'ont pas atténué les discours, même si désormais des doutes existent quant à la concrétisation du projet. Des associations environnementales, qui guettent les informations qui sortent sur les possibles fermetures d'usines, ont malgré tout commencé à dégainer cet été contre Ulcos, qu'elles jugent « extrêmement dangereux » pour les populations. Explications.

Du « gaz mortel sous nos pieds »

Mirabel-LNE, Association agréée pour la défense de l'environnement et la lutte contre la pollution en Moselle-Est. Meuse nature environnement, Flore 54, Empreinte positive et Association pour la préservation de la qualité de vie (Apequa) : plusieurs associations de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Meuse se sont penchées sur le dossier. « Largement méconnu des élus locaux et du grand public. Personne n'en parle, et avoir des informations est compliqué. Qui sait ainsi qu'une contribution à consultation publique a eu lieu en août dans les mairies concernées ? », se demande Isabelle Wolff, président d'Apequa.

Comment limiter les émissions de gaz à effet de serre ? En les stockant dans le sol, comme le propose Ulcos ? Les associations environnementales de la région ne veulent pas du projet. Photo RL



L'idée de capter le gaz à la sortie des usines, pour l'acheminer dans de grands tuyaux jusque sous le pied des habitants, n'enchant pas ces bénévoles attentifs. « Le territoire concerné s'étend sur 3 450 km², du Pays-Haut (Longwy, Lexy, Herseange...) à l'Argonne, 70 % en Meuse, 24 % en Meurthe-et-Moselle et 6 % en Moselle. Il englobe nombre de zones naturelles sensibles. Il faut savoir en plus que le CO2 est un gaz mortel, donc on fera quoi s'il s'échappe ? Il pourrait aussi se dissoudre dans les nappes phréatiques prioritaires pour l'alimentation des foyers, les rendant acides. Son captage et son stockage sont remis en cause par la communauté scientifique, de nombreuses critiques existent. C'est tout simplement dangereux. »

Des procédés « controversés »

Contre « 600 millions d'euros de subventions européennes, notre argent donc – c'est ce qu'ils demandent, comme une sorte de chantage –, ArcelorMittal va

peut-être polluer gravement cette zone. D'autres entreprises risquent aussi de s'engouffrer dans la brèche. La Meuse, avec en plus les déchets nucléaires à Bure, risque de devenir une véritable pouille. » Les bénévoles évoquent par ailleurs l'hypothèse de micro-séismes liés à l'exploration du sous-sol, déjà constatés

« On ne le fera pas s'il y a des risques »

« On émet deux tonnes de CO2 pour produire une tonne d'acier. Il nous faut baisser les émissions, et en dehors du stockage, on n'a pas de route alternative », expliquent Nicolas Baglin, expert du stockage de CO2 dans le projet Ulcos, et Chrystelle Ivins, directrice de la communication à ArcelorMittal France. Le groupe a donc décidé le projet Ulcos. « On est sûr de rien. On a déposé le permis de recherches, mais on n'a pas encore reçu le feu vert. Si c'est le cas, on débutera les expériences de sol sur les sites, pour voir si les couches sont susceptibles de pouvoir accueillir du CO2. L'idée est de le placer dans de l'aquifère salin, qui est une sorte d'éponge, avec au-dessus une couche étanche et sans anomalie, dans un endroit sans risque sismique. On va améliorer notre connaissance du sous-sol, et voir si le procédé est sûr. » Les régulières critiques de la communauté

scientifique sur les techniques actuelles de stockage ? « On est sur un projet de démonstration : on cherche à démontrer, et l'Union européenne avec nous, la possibilité de stockage. L'UE souhaite l'appliquer de manière commerciale. Mais on ne le fera pas s'il y a des risques. Après les expériences sur les sols, la concrétisation est attendue pour dans dix ans. Si ça fonctionne, ça pourra servir aux autres industries. » Le CO2 gaz mortel ? « Oui, il faut faire attention à la concentration, mais dans un milieu confiné. Pour nous le risque est minimal. Il nous faudra prendre des précautions sur le transport. Mais on est dans le domaine industriel, le risque zéro n'existe pas. Ceci dit, la nature a déjà stocké du CO2 durant des milliers d'années. » Que les tuyaux traversent des zones naturelles sensibles ? « On ne fera pas ce qu'on veut. Il faudra un tracé approprié. »

Sébastien Bonetti.

<http://www.apequa.org> ; Isabelle Wolff au 00 352 69 15 55 714.

AMÉNAGEMENT

Un million pour l'Ecocité de Micheville



700 logements à énergie positive pourraient être réalisés sur les 60 hectares de friches industrielles de Micheville, entre Rédange, Russange, Audun-le-Tiche, Villerupt et Thil. Photo Pierre HECKLER

Souvenez-vous ! Le projet Alzette-Belval a été déclaré Opération d'intérêt national en octobre 2009 par le président Sarkozy alors en visite en Moselle. Un mois plus tard, il obtenait le label EcoCité. De quoi laisser espérer un sérieux financement de l'État ! Deux ans après, les choses se précisent : l'EcoCité devrait recevoir un million d'euros au titre de l'ingénierie. Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement a en effet retenu ce projet d'éco-agglomération transfrontalière au titre des Investissements d'Avenir (qui financent des infrastructures de recherche et d'innovation utiles pour le développement économique). Selon un communiqué de la préfecture de la Région Lorraine, trois opérations d'aménagement « exemplaires » ont retenu l'attention de l'État. Il y a évidemment « la création d'un important réseau de chaleur basse température, capable d'alimenter 20 000 foyers, en utilisant la chaleur rejetée dans l'atmosphère par de futurs cen-

tres d'hébergement informatiques », les fameux datacenters. Par ailleurs, 700 logements à énergie positive sur les 8 à 9 000 projetés pourraient être réalisés sur les 60 hectares de friches industrielles de Micheville. Quant aux "smart grids", ils permettraient la mise en œuvre d'outils et de services à haute valeur ajoutée autour des mobilités douces, du stockage d'électricité et de réseaux intelligents. Une bonne nouvelle même si tout est encore à l'état de projet. « On n'en est pas à la phase "aménagement" », souligne André Parthenay, le président de la communauté de communes du Pays-Haut-Val d'Alzette, porteuse de cette future EcoCité et chantier d'envergure. Si le chemin est encore long, « la ténacité des élus du territoire commence à porter ses fruits grâce aussi à l'implication des conseils généraux 57 et 54, de la Région et l'équipe de préfiguration de l'OIN », apprécie-t-il.

D. V.

zone frontalière